



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DES PÊCHES

Trente-quatrième session

Rome, 1-5 février 2021

PROJET DE VISION ET DE STRATÉGIE RELATIVES AUX ACTIVITÉS DE LA FAO EN MATIÈRE DE NUTRITION

I. CONTEXTE

1. L'amélioration de la nutrition est aujourd'hui l'un des principaux axes de développement à exploiter dans le monde. L'objectif de développement durable 2 (ODD 2) reconnaît l'importance d'éliminer toutes les formes de malnutrition (cible 2.2), y compris l'émaciation, le retard de croissance, l'insuffisance pondérale et l'excès pondéral chez les enfants ainsi que les carences en micronutriments, l'obésité et le surpoids et les maladies non transmissibles qui y sont associées, pour concrétiser les objectifs sociaux, économiques et environnementaux. La nutrition joue un rôle majeur dans la réalisation de toute une série d'ODD et de cibles des ODD: élimination de la faim (2.1), développement d'une agriculture durable (2.3-2.5), diminution du taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles (3.4) et de la mortalité infantile et maternelle (3.1, 3.2), lutte contre la pauvreté (1.1 et 1.2), atténuation du changement climatique et de la perte de biodiversité et de sol (14 et 15), renforcement de l'égalité des sexes (5) et promotion d'une croissance économique inclusive (8). Pourtant, malgré quelques progrès, le monde est mal engagé pour atteindre les cibles liées à la nutrition. Le problème de la malnutrition sous toutes ses formes ne pourra être résolu qu'au prix d'une action concertée faisant intervenir tous les acteurs concernés. L'objectif de la présente Stratégie est de définir le rôle de la FAO et les activités qu'elle mènera pour venir à bout de ce fléau, accomplissant ainsi sa mission qui consiste à «améliorer les niveaux de nutrition» dans le contexte des différentes initiatives entreprises au sein et en dehors du système des Nations Unies.

2. L'alimentation est le premier facteur déterminant de l'état nutritionnel. S'il en existe bien d'autres, tels que la santé, l'accès à de l'eau propre, l'assainissement, l'éducation et l'autonomisation des femmes, dont l'importance est décisive, un régime alimentaire sain est le fondement d'une bonne

Le présent document peut être imprimé à la demande, conformément à une initiative de la FAO qui vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Il peut être consulté, ainsi que d'autres documents, à l'adresse www.fao.org.

nutrition pour les générations d'aujourd'hui et de demain. L'alimentation est un moyen essentiel d'éliminer les carences, les excès et les déséquilibres qui peuvent s'observer au niveau de la consommation d'énergie et de nutriments et qui entravent la croissance et le développement humains et, partant, d'agir sur les dimensions sociale, économique et environnementale des ODD. S'il n'existe pas de modèle unique d'alimentation saine, celle-ci étant fonction de l'emplacement géographique, de l'âge, des besoins de la population et de la culture, tous les régimes alimentaires sains reposent sur les denrées dont chaque individu a besoin pour vivre en bonne santé: des aliments adaptés, sans danger pour la santé, diversifiés et équilibrés aux plans quantitatif et qualitatif. En 2017, le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) a démontré qu'il fallait agir de manière concrète et coordonnée sur tous les éléments des systèmes alimentaires¹ (agriculture, chaînes d'approvisionnement alimentaire, environnements alimentaires et comportements des consommateurs) pour garantir la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine, sans danger pour la santé et culturellement acceptable pour tous, préconisant par conséquent de tirer profit des possibilités d'intervenir dans ces systèmes pour améliorer les résultats en matière de nutrition et d'alimentation.

3. Les mesures adoptées pour faire face à la pandémie de covid-19 ont mis en évidence les points faibles qui, dans de nombreux systèmes alimentaires actuels, menacent la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et les moyens d'existence et accentuent les inégalités. Citons, par exemple, les difficultés non seulement nombreuses, mais aussi complexes sur le plan politique que pose la gestion de chaînes d'approvisionnement alimentaire intégrées au plan mondial dans un contexte où les États peuvent fermer leurs frontières, imposer la mise à l'arrêt des services de restauration et restreindre échanges et déplacements; le respect des recommandations en matière de distanciation physique, alors que l'on continue de dépendre des activités à forte intensité de main-d'œuvre que sont la récolte, l'emballage, le transport et le commerce de gros et de détail de produits essentiels (fruits et légumes, viande fraîche et produits laitiers, par exemple); ou encore l'emploi de main-d'œuvre temporaire et migrante ainsi que la vulnérabilité des travailleurs recrutés à tous les niveaux du système alimentaire. Bien que la covid-19 ne soit pas une maladie d'origine alimentaire, la pandémie a aussi eu pour effet d'accroître l'attention portée à la sécurité sanitaire des aliments – perçue comme une composante à part entière de la transformation des systèmes alimentaires – et met en évidence les liens entre cette dernière et les enjeux plus vastes liés à la santé et à l'assainissement.

4. La pandémie de covid-19 a fait ressortir de façon encore plus nette le rapport entre maladies infectieuses et malnutrition. Les personnes atteintes d'une maladie non transmissible liée à la nutrition (diabète, hypertension, maladies cardio-vasculaires, etc.) ont plus de risques de développer une forme grave des maladies infectieuses et d'en mourir; de même, les enfants qui souffrent de dénutrition sont plus susceptibles de décéder des suites d'une infection, d'une affection des voies respiratoires et de complications liées à une pneumonie. La prévention de la dénutrition et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation doit faire partie intégrante des mesures de renforcement de la résilience, en particulier chez les groupes les plus vulnérables de la population.

5. Aujourd'hui plus que jamais, il est de plus en plus urgent de catalyser, là où le besoin s'en fait sentir, une amélioration des systèmes alimentaires qui les rende plus à même de résister aux chocs, tout en préservant la santé et le bien-être des populations. Une telle transition passe par des innovations sociales et organisationnelles, par des technologies traditionnelles et de pointe, par un

¹ Les systèmes alimentaires englobent les chaînes d'approvisionnement alimentaire, à commencer par le secteur agricole (production végétale et animale, foresterie, pêche et aquaculture), les environnements alimentaires (contexte dans lequel les consommateurs entrent en contact avec le système alimentaire) et le comportement des consommateurs.

virage numérique ainsi que par des technologies conçues pour protéger les travailleurs, les consommateurs et tous ceux qui se chargent de récupérer, de redistribuer et d'éliminer les aliments.

6. En tant qu'institution spécialisée du système des Nations Unies s'intéressant principalement à l'alimentation et à l'agriculture, la FAO joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la malnutrition en agissant de manière positive sur l'alimentation et les systèmes alimentaires. À partir des recommandations émanant de l'évaluation des activités de la FAO en matière de nutrition réalisée en 2019, l'Organisation définit et recommande des mesures visant à combattre toutes les formes de malnutrition au moyen d'approches axées sur l'alimentation, d'interventions au niveau des systèmes alimentaires et de régimes alimentaires sains². Les travaux futurs de la FAO dans le domaine de la nutrition refléteront la prise en compte de toutes les formes de malnutrition, définiront clairement les moyens par lesquels les systèmes alimentaires peuvent contribuer à la nutrition et donneront une idée plus précise de la manière dont l'Organisation, par ces activités, contribue à la réalisation des ODD. La FAO s'intéresse à tous les aspects des systèmes alimentaires et dispose de compétences spécialisées en matière de production, de transformation, de distribution, de commerce, de commercialisation et d'élimination des aliments ainsi que dans la production végétale et animale, la foresterie, les systèmes de pêche et d'aquaculture, les chaînes de valeur, la sécurité sanitaire des aliments, les activités de préparation aux situations d'urgence et de renforcement des capacités d'adaptation ou encore la nutrition.

7. Les Membres de la FAO ont profité de toute une série de rencontres internationales pour appeler à renforcer l'action en ce qui concerne les régimes alimentaires sains et les systèmes alimentaires. La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en 2014, a débouché sur l'adoption de la Déclaration de Rome sur la nutrition et de son Cadre d'action, lesquels reconnaissent les difficultés qui entravent la production d'une nourriture saine dans les systèmes alimentaires d'aujourd'hui³. En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) aux termes de la résolution 70/259⁴. Pilotée conjointement par la FAO et l'OMS, la première activité de son plan de travail consiste à améliorer les régimes alimentaires en agissant sur les systèmes alimentaires.

8. Les systèmes alimentaires accomplissent de nombreuses fonctions au-delà de la nutrition et sont d'importants moteurs de changement, de nature à induire des transformations profondes aux plans économique, environnemental et social. Le mandat de la FAO s'étend aux composantes économiques (moyens d'existence, pauvreté rurale, commerce, etc.), environnementales (variations climatiques, biodiversité et écosystèmes, pertes et gaspillages de nourriture, etc.), et sociales (problématique hommes-femmes, groupes autochtones, équité, etc.) des systèmes alimentaires, autant d'éléments qui, tout en jouant un rôle décisif dans la production d'une alimentation saine et l'amélioration de la nutrition, assurent également d'autres fonctions. Les arbitrages sont donc inévitables, et la stratégie de la FAO relative à la nutrition fait en sorte que les résultats en matière de nutrition reçoivent une attention et un rang de priorité suffisants dans ce contexte.

9. La place prépondérante qu'occupe la FAO dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, son action au niveau des dimensions économiques, environnementales et sociales des systèmes alimentaires et les fonctions qu'elle assure à l'échelle mondiale, en tant qu'intermédiaire

² FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome. 119 pages (www.fao.org/evaluation/fr/). Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

³ FAO/OMS. 2014. CIN2, [Déclaration de Rome sur la nutrition](#). Paragraphe 10.

⁴ https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/259&Lang=F.

facilitant l'échange de connaissances et fournisseur de services d'appui aux politiques, d'assistance technique et de renforcement des capacités, font de l'Organisation un chef de file idéal pour s'attaquer aux causes alimentaires de la malnutrition avec le concours de partenaires locaux, nationaux et mondiaux. Les difficultés seront néanmoins nombreuses et accentuées par les pressions croissantes et interdépendantes que subissent les systèmes alimentaires et qui se répercuteront sur la nutrition, comme la croissance démographique qui s'accélère, l'extrême pauvreté, le changement climatique, la dégradation de la base de ressources, les conflits, les migrations, le manque de résilience et une gouvernance fragmentée⁵. La FAO compte unir ses efforts à ceux des nombreux acteurs qui interviennent dans les systèmes alimentaires et la nutrition en vue de repérer et d'exploiter les possibilités qui s'offrent de faire en sorte que les systèmes alimentaires garantissent la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine, sans danger pour la santé et culturellement acceptable pour tous, tout en agissant sur les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable qui se retrouvent dans l'ensemble des ODD. Il leur faudra également collaborer avec divers organismes et parties prenantes spécialisés dans d'autres facteurs déterminants de la malnutrition.

II. PORTÉE DE LA STRATÉGIE

10. La Stratégie décrit la manière dont la FAO compte exploiter les atouts qu'offre son approche de collaboration pour améliorer la nutrition, reconnaissant l'importance fondamentale d'une nutrition de meilleure qualité dans l'optique des ODD.

11. S'appuyant sur les efforts considérables menés actuellement et par le passé, la Stratégie définit les activités futures de l'Organisation aux niveaux mondial et décentralisé, lesquelles ont pour vocation de catalyser des initiatives de plus grande ampleur mises en œuvre par toute une série de parties prenantes: organismes intergouvernementaux, organes régionaux, Membres de la FAO, gouvernements locaux, secteur privé, société civile et personnel de la FAO à tous les niveaux.

12. La Stratégie couvre l'ensemble des travaux et des compétences spécialisées de la FAO en matière de nutrition, mais aussi dans les domaines de la production végétale et animale, de la foresterie, de la pêche et de l'aquaculture («secteurs agricoles»), qui sont de nature à influencer les régimes alimentaires, ainsi que ses activités en rapport avec la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités d'adaptation, le climat, la biodiversité, la sécurité sanitaire des aliments, la protection sociale, le commerce, la statistique, les partenariats, la science et l'innovation et d'autres disciplines pertinentes quant aux activités prévues dans la Stratégie et aux résultantes et retombées escomptées.

13. Moyennant une approche systémique, la Stratégie doit avoir un effet bénéfique sur l'alimentation de chacun, et plus particulièrement celle des populations rurales, qui tirent leurs moyens d'existence des cultures, de la foresterie, de la pêche et de l'aquaculture, de l'élevage et des opérations de transformation et de distribution des aliments, ainsi que celle des groupes touchés par des conflits et en situation fragile et des groupes vulnérables des zones urbaines. À la lumière des points faibles et de la fragilité mis en évidence dans le cadre de la lutte contre la pandémie de covid-19, la Stratégie a pour but de contribuer à redéfinir les systèmes alimentaires et à réduire l'exposition humaine aux facteurs de risque au sein de ceux-ci pour préserver la santé et le bien-être des individus et assurer la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine à un prix abordable.

⁵ FAO. 2017. *The future of food and agriculture – Trends and challenges*. Rome (<http://www.fao.org/3/a-i6583e.pdf>).

III. PRINCIPES DIRECTEURS

14. La FAO reconnaît que la réalisation de ses objectifs et l'élimination de la malnutrition reposent sur les principes suivants:

- 1) **L'individu doit être placé au centre des systèmes alimentaires.** La recherche de solutions devant permettre aux systèmes alimentaires de favoriser une alimentation saine doit commencer par un examen approfondi de ce qui détermine le comportement alimentaire des populations. Par ailleurs, les démarches entreprises doivent avoir pour effet d'accroître les connaissances et la capacité d'agir des consommateurs, notamment en assurant la disponibilité et l'accessibilité d'une nourriture saine, sans danger pour la santé et culturellement acceptable dans les environnements alimentaires. Il est essentiel de protéger et de renforcer les moyens d'existence, l'alimentation et la nutrition de ceux qui travaillent dans les systèmes alimentaires.
- 2) **Nul ne peut être laissé pour compte.** L'équité doit être garantie à tous les niveaux –revenu, sexe ou appartenance ethnique, par exemple – et les populations pauvres et exclues doivent être considérées comme une priorité. Il y a lieu de renforcer la participation des femmes aux systèmes alimentaires, notamment en tant que moteurs du changement, et d'éviter toute action susceptible de nuire à l'égalité des sexes.
- 3) **La durabilité revêt une importance capitale.** Les systèmes alimentaires doivent être durables aux plans économique, environnemental et social. Ils doivent s'efforcer d'avoir une incidence positive sur l'environnement naturel, de favoriser l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, de renforcer les moyens d'existence des producteurs et des travailleurs, de réduire au minimum les gaspillages alimentaires et de permettre une alimentation adaptée aux conditions agroécologiques, aux normes socioculturelles et aux besoins nutritionnels propres au milieu local.
- 4) **Les initiatives doivent avoir pour fondement la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate.** Le droit à l'alimentation est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer, ce qui suppose «la disponibilité de nourriture exempte de substances nocives et acceptable dans une culture déterminée, en quantité suffisante et d'une qualité propre à satisfaire les besoins alimentaires de l'individu; (et) (...) l'accessibilité ou possibilité d'obtenir cette nourriture d'une manière durable et qui n'entrave pas la jouissance des autres droits de l'homme»⁶.
- 5) **La recherche et les éléments probants sont essentiels.** Les nombreuses initiatives de perfectionnement des systèmes alimentaires en cours d'exécution partout dans le monde sont une source d'éléments de connaissance concrets susceptibles d'éclairer l'action dans ce domaine. Les pratiques qui contribuent déjà à faire en sorte que les systèmes alimentaires produisent une nourriture saine, y compris celles que l'on tire des savoirs locaux et autochtones, doivent être protégées et mises en avant.
- 6) **Il faut innover de toute urgence.** Les nouveaux changements qu'il convient d'opérer, à grande échelle et selon le calendrier des ODD, passeront également par la mise en place d'innovations technologiques et sociales de plus grande envergure à un rythme plus soutenu,

⁶ Observation générale 12 (Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 1999).

en particulier au niveau des politiques et du financement. Au lendemain de la pandémie de covid-19, il faudra de toute urgence repenser la manière dont on envisage l'appui aux moyens d'existence, les systèmes de protection sociale et les schémas d'exposition humaine aux facteurs de risque au sein des systèmes alimentaires afin de renforcer la résilience et de préserver la santé et le bien-être des populations, tout en assurant la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine à un prix abordable.

- 7) **Les partenariats sont indispensables.** La transformation des systèmes alimentaires faisant intervenir une multitude d'acteurs, il est essentiel de mobiliser toute une série de parties prenantes au service de la mise en œuvre de la Stratégie. Les partenariats devront également sortir de la sphère des systèmes alimentaires pour que la lutte contre la malnutrition puisse être menée sur tous les fronts.
- 8) **Les actions entreprises doivent être adaptées aux contextes régionaux et nationaux.** Les différents types de systèmes et de régimes alimentaires qui existent dans le monde appellent des solutions tout aussi variées; l'action de la FAO doit non seulement montrer la voie à suivre, mais aussi s'adapter aux besoins régionaux et nationaux et favoriser la prise en main au plan local. Les conditions régionales et nationales ont des effets et des incidences profondes sur le type d'action à privilégier.

IV. VISION ET MISSION

15. La vision de la FAO en matière de nutrition est celle d'un monde où chacun se nourrit d'aliments sains issus de systèmes alimentaires durables qui protègent la santé et le bien-être des populations humaines et résistent aux chocs.

16. Conformément à cette vision, la Stratégie a donc été conçue pour que les Membres de la FAO, en collaboration avec des parties prenantes mondiales, régionales, nationales et locales – dont les acteurs de petite taille, de taille moyenne et de grande taille des secteurs public et privé et de la société civile et les populations autochtones qui interviennent dans la production, la transformation, la distribution, le commerce, la commercialisation, la vente et l'élimination des produits issus des cultures, de l'élevage, de la foresterie, de la pêche et de l'aquaculture –, mettent en place des politiques, des pratiques, des investissements et des innovations (c'est-à-dire des «actions») pour faire en sorte que:

- les chaînes d'approvisionnement agricoles et alimentaires soient axées sur la production, la transformation, la distribution et le commerce de denrées alimentaires et la fourniture de services de restauration qui contribuent à une alimentation saine par une plus grande diversité, une réduction des pertes et gaspillages de nourriture et une meilleure sécurité sanitaire des aliments;
- les environnements alimentaires assurent la disponibilité et l'accessibilité d'une nourriture saine, sans danger pour la santé et culturellement acceptable, qui soit conforme aux recommandations nutritionnelles fondées sur des éléments concrets ainsi qu'aux normes et pratiques en matière de sécurité sanitaire des aliments, de façon à orienter le comportement des consommateurs⁷ et à encourager la prochaine génération à privilégier une alimentation saine;

⁷ Le comportement des consommateurs «est constitué de l'ensemble des choix et des décisions des consommateurs concernant [...] les aliments à acheter, à stocker, à préparer, à cuisiner et à consommer, et la répartition de ces aliments au sein du ménage». HLPE, 2017b.

- les consommateurs disposent des possibilités, des connaissances, de la volonté et des moyens nécessaires pour exiger et consommer une alimentation saine et soient mieux informés pour réclamer des aliments de bonne qualité.

17. Pour produire ces résultats, la FAO doit, dans le cadre de son action en faveur de la nutrition, intensifier les efforts menés pour veiller à ce que les systèmes alimentaires favorisent la distribution et la consommation d'aliments sains qui améliorent la nutrition, et ce, en produisant et en diffusant des connaissances, en menant des initiatives de sensibilisation, en dégagant des consensus, en appuyant la mise en place de politiques, de pratiques, d'investissements et de solutions d'innovation et en développant les capacités de mise en œuvre.

V. RÉSULTANTES ET ACTIVITÉS

18. Pour s'acquitter de sa mission, la FAO compte exécuter 15 activités devant aboutir à cinq résultantes spécifiques découlant de ses fonctions essentielles⁸.

19. ***Résultante 1. Créer une vision commune et susciter une prise de conscience. Les institutions spécialisées du système des Nations Unies, les Membres de la FAO, la société civile et le secteur privé partagent la même vision en matière de nutrition et sont conscients de l'importance d'une alimentation saine pour la nutrition, la santé et le développement.*** Les acteurs mondiaux ont une vision commune du rôle de l'alimentation dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, parallèlement à d'autres facteurs déterminants. L'importance d'une bonne alimentation pour la nutrition, la santé et le développement est bien prise en compte dans les accords internationaux et les directives appliquées au plan national en la matière, et les parties prenantes exécutent des programmes visant à sensibiliser les consommateurs pour les pousser à exiger une alimentation saine. Pour obtenir cette résultante, la FAO entreprendra les activités suivantes:

- i) Mener une action concertée, compte tenu de son rôle de premier plan dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture et de ceux de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le domaine de la santé, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance en ce qui concerne la nutrition infantile et maternelle et du Programme alimentaire mondial s'agissant de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention humanitaire, et tirer profit du rôle de coordination du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition pour élaborer une vision des Nations Unies en matière de nutrition qui reconnaisse l'importance d'une alimentation saine pour tous, parallèlement à d'autres facteurs déterminants, qui mette en évidence les responsabilités de chef de file des différents organismes dans le contexte de la réalisation des objectifs de la réforme du système des Nations Unies pour le développement et, au lendemain de la pandémie de covid-19, qui redéfinisse les mesures de soutien pour garantir une bonne nutrition, tout en protégeant à tout moment la santé et le bien-être des personnes exposées à des facteurs de risque au sein des systèmes et des structures sociales nécessaires à une nutrition de qualité.
- ii) S'appliquer à promouvoir et faire connaître, auprès de ses partenaires multilatéraux, des gouvernements régionaux, nationaux et locaux, du secteur privé et de la société civile, l'utilité d'une alimentation saine pour tous comme moyen de faire face à la malnutrition et de stimuler le développement économique et social, notamment par la voie d'activités de sensibilisation et de l'élaboration de directives au plan national (y compris des orientations visant à inciter les consommateurs à réclamer des aliments sains).

⁸Conseil de la FAO. Ajustements à apporter au Programme de travail et budget 2020-2021.
<http://www.fao.org/3/mz825fr/mz825fr.pdf>.

20. **Résultante 2. Produire et communiquer des connaissances et des données. Les Membres de la FAO, la société civile et le secteur privé ont reçu des éléments d'information et des orientations sur les politiques, pratiques, innovations et investissements à mettre en place pour que les systèmes alimentaires favorisent une alimentation saine adaptée au contexte ainsi que sur la manière dont les besoins évolueront à l'avenir.** Des mesures doivent être prises dans tous les secteurs et domaines d'action, à savoir l'agriculture (production animale et végétale, foresterie, pêche et aquaculture), le commerce, le développement rural, la gestion des ressources naturelles et la santé. La réalisation de cette résultante passe nécessairement par une collaboration entre la FAO et les organisations actives dans la recherche et l'innovation aux fins de la production d'éléments de connaissance concrets et de la diffusion à grande échelle des pratiques optimales. Pour obtenir cette résultante, la FAO entreprendra les activités suivantes:

- iii) Rassembler, visualiser et diffuser des données et des mesures utiles concernant la composition des aliments, les régimes alimentaires, la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires; surveiller les indicateurs correspondants des ODD afin d'éclairer la prise de décisions, d'encadrer la collecte de données et d'exposer les avancées réalisées par rapport auxdits indicateurs.
- iv) Mettre au point et faire circuler des outils qui aident les parties prenantes à définir, à évaluer et à mettre en évidence les effets de leurs systèmes alimentaires sur l'alimentation ainsi que les politiques, les pratiques, les investissements et les innovations qui, compte tenu du contexte, sont susceptibles de faire en sorte que ces systèmes favorisent une alimentation saine, aujourd'hui et à l'avenir.
- v) Décrire et promouvoir les bonnes pratiques à différents niveaux, y compris celles qui proviennent des savoirs autochtones et permettent déjà aux systèmes alimentaires de favoriser des régimes alimentaires sains; s'efforcer, en collaboration avec ses partenaires, d'accroître le recours aux pratiques optimales, tout en assurant un suivi rigoureux pour continuer à produire des données. Ces activités consisteront notamment à rassembler et à examiner les mesures adoptées pour faire face à la pandémie de covid-19 et les enseignements tirés de cette crise, les actions menées pour lutter contre l'épidémie d'Ébola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest en 2014 ainsi que les réactions face à d'autres flambées épidémiques de maladies zoonotiques et situations d'urgence régionales et mondiales en vue d'éclairer la définition de politiques et de pratiques visant à renforcer les facultés d'adaptation pour garantir la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine à un prix abordable, tout en protégeant la santé et le bien-être des personnes exposées à des facteurs de risque au sein des systèmes alimentaires.
- vi) Rechercher et diffuser des éléments concrets sur la contribution à une alimentation saine des politiques, pratiques, investissements et innovations mis en place dans les systèmes alimentaires ainsi que sur les arbitrages réalisés.

21. **Résultante 3. Instaurer un dialogue. Des parties prenantes de différents secteurs se sont accordées sur les synergies ainsi que sur les stratégies de gestion des arbitrages et de règlement des questions controversées.** Les dialogues entre la FAO et les institutions spécialisées du système des Nations Unies et d'autres partenaires intergouvernementaux, les Membres de la FAO, la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire et les institutions de recherche permettent aux différents interlocuteurs de se mettre d'accord sur les arbitrages complexes à opérer et de régler les questions controversées et accélèrent les progrès lorsqu'il y a convergence de vues et synergies. Les échanges conduisent à de nouveaux projets, partenariats et innovations visant à repenser les systèmes alimentaires pour les rendre plus résistants et à préserver la santé et le bien-être de ceux qui sont exposés à des facteurs de risque au sein de ceux-ci. Il existe une conception collective plus claire des

changements nécessaires dans le secteur privé, notamment en matière d'innovation, d'entrepreneuriat et d'exploitation des nouvelles possibilités commerciales. Pour obtenir cette résultante, la FAO entreprendra les activités suivantes:

- vii) Recenser et analyser les synergies entre une alimentation saine et les dimensions environnementale (changement climatique, biodiversité, dégradation des sols et de l'eau, etc.), économique (viabilité des petites exploitations, croissance inclusive, etc.) et sociale (égalité des sexes, par exemple) des ODD dans un contexte de mutations rapides dans les systèmes alimentaires; mettre en évidence les liens avec la sécurité sanitaire des aliments et les solutions visant à renforcer la résilience en temps de crise.
- viii) Rassembler, en tant qu'interlocuteur neutre et crédible et en tenant compte des déséquilibres dans les rapports de force, des acteurs mondiaux, régionaux et nationaux d'horizons divers autour d'un dialogue sur les questions controversées afin de rapprocher les points de vue, de gérer les arbitrages et d'éliminer les obstacles au changement.
- ix) Trouver des moyens novateurs d'entamer un dialogue avec les acteurs du secteur privé pour définir des objectifs communs en matière d'entrepreneuriat et de recherche de nouvelles possibilités de développement commercial et de financement et établir des partenariats au service d'une alimentation saine et de la réalisation de l'ensemble des ODD, en veillant à toujours tenir compte des intérêts et des arbitrages qui s'imposent entre une bonne alimentation et divers objectifs environnementaux, économiques et sociaux.

22. Résultante 4. Renforcer les capacités externes aux fins de la mise en œuvre. Les Membres de la FAO et les parties prenantes mondiales, régionales, nationales et locales sont mieux équipés pour élaborer des politiques, adopter des pratiques, accroître les investissements et innover à tous les niveaux du système alimentaire au service d'une alimentation saine. L'assistance de la FAO se traduit par un renforcement des capacités des parties prenantes pour ce qui est de définir et de mettre en place des politiques, des investissements et des pratiques fondés sur des éléments concrets. Pour obtenir cette résultante, la FAO entreprendra les activités suivantes:

- x) Fournir et diffuser du matériel de formation ainsi que des outils et instructions fondés sur des données concrètes concernant la marche à suivre pour: faire en sorte que les politiques, les pratiques et les investissements mis en place à tous les niveaux des systèmes alimentaires favorisent une alimentation saine; adapter les pratiques optimales existantes, dont les mesures d'atténuation prises pour faire face à la pression exercée par la pandémie de covid-19 sur le système alimentaire, aux plans régional, national et local; et définir les priorités.
- xi) Offrir un appui aux politiques et une assistance technique aux partenaires publics afin de les aider à mettre en place des politiques, des pratiques, des investissements et des innovations, à maximiser les synergies et opérer des arbitrages entre une alimentation saine et d'autres objectifs environnementaux, économiques et sociaux, et à faire en sorte que les systèmes alimentaires résistent aux chocs et continuent d'assurer la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine à un prix abordable, tout en protégeant la santé et le bien-être des personnes exposées à des facteurs de risque au sein de ceux-ci.
- xii) Renforcer les capacités de la société civile, du milieu universitaire, des services de vulgarisation agricole et des écoles d'agriculture pour qu'ils soient en mesure de concevoir et d'exploiter des outils pédagogiques sur la contribution de l'agriculture, des chaînes d'approvisionnement, des environnements alimentaires et du comportement du consommateur à une bonne alimentation.

23. **Résultante 5. Renforcer les capacités internes aux fins de l'exécution. Tous les membres concernés du personnel de la FAO ont bien conscience du rôle qu'ils ont à jouer pour permettre aux systèmes alimentaires de favoriser une alimentation saine, notamment aux plans de la préparation aux situations d'urgence et du renforcement de la résilience, et ont la capacité d'agir.** Cette perspective est intégrée dans les mécanismes de planification, de mise en œuvre et de suivi de l'Organisation et est régulièrement examinée par les organes directeurs et statutaires. Les principales unités indispensables à l'exécution s'associent à tous les niveaux de la FAO, facilitant la collaboration transversale et assurant la mobilisation de tous les éléments clés de l'Organisation. L'action dans les différents domaines d'activité de l'Organisation est plus cohérente et concertée, y compris au niveau décentralisé. Pour obtenir cette résultante, la FAO entreprendra les activités suivantes:

xiii) Exploiter les principaux domaines d'expérience et d'expertise dont elle a besoin pour piloter la mise en œuvre des résultantes 1 à 4, mobiliser des ressources et fournir aux membres du personnel de la FAO les outils et la formation qu'il leur faut pour prendre conscience des responsabilités fondamentales de l'Organisation dans l'amélioration de la nutrition et la prévention de toutes les formes de malnutrition et comprendre comment leur domaine d'activité contribue à une bonne alimentation.

xiv) Veiller à ce que ses représentations dans les pays disposent des capacités requises pour prêter leur concours à la mise au point de l'analyse commune de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable afin d'assurer la prise en compte de toutes les mesures pouvant être prises au niveau des systèmes alimentaires pour favoriser une alimentation saine et aider les pays à réaliser les cibles des ODD.

xv) Harmoniser ses politiques et ses stratégies avec les Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition, notamment sa Stratégie relative au changement climatique (2017), sa Stratégie relative à l'intégration de la biodiversité dans l'ensemble des secteurs agricoles (2019), sa Politique sur l'égalité des sexes (2013), ses travaux sur l'agroécologie (2018), ses engagements actuels au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son futur cadre institutionnel.

VI. PLAN DE MISE EN ŒUVRE

24. Il ressort de l'évaluation de la stratégie précédente (2012) que cette dernière aurait gagné à être accompagnée d'un plan de mise en œuvre. La version actualisée de la vision et de la stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition comprendra donc un plan de mise en œuvre décrivant la manière dont la FAO compte mener les activités nécessaires pour obtenir les résultantes escomptées et s'acquitter de sa mission dans le domaine de la nutrition, comme le décrit la stratégie.

25. Conformément à la demande émanant du Comité du Programme, le plan veillera également à ce que les conditions et priorités régionales soient prises en compte dans la préparation et l'exécution des activités en rapport avec la mission de la FAO en matière de nutrition. Il précisera également les méthodes à privilégier pour obtenir les résultantes définies dans la stratégie compte tenu des mécanismes de la FAO, de sa structure de gouvernance et de la répartition des responsabilités au sein de l'Organisation.

26. Au vu de la vaste portée de la stratégie et de la diversité des opérations liées à sa mise en œuvre, le plan comprendra un résumé, organisé selon les priorités, des actions qui seront entreprises

par la FAO. Une description détaillée des initiatives qui seront mises en place par les bureaux décentralisés dans les pays sera fournie dans le cadre de l'élaboration du Cadre de programmation par pays à partir de l'analyse commune de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable.

27. Le plan de mise en œuvre tiendra compte des priorités mises en évidence dans la vision et la stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition ainsi que des innovations et des nouvelles possibilités à exploiter qui cadrent bien avec ces priorités et avec celles qu'imposent le contexte régional et les défis mondiaux d'aujourd'hui. Il suivra le modèle de l'examen à mi-parcours et du Programme de travail et budget.

Annexe 1. Termes et expressions employés dans la stratégie

Malnutrition[1]	État physique anormal causé par une consommation insuffisante, excessive ou déséquilibrée de macronutriments et/ou de micronutriments. La malnutrition englobe la dénutrition, la surnutrition et les carences en micronutriments.
Dénutrition[1]	Conséquence de la sous-alimentation et/ou d'une absorption et/ou métabolisation insuffisantes des nutriments consommés, par suite de maladies infectieuses répétées. Elle peut se traduire par un <u>poids insuffisant</u> par rapport à l'âge, une taille trop petite par rapport à l'âge (<u>retard de croissance</u>), une maigreur excessive par rapport à la taille (<u>dépérissement</u>) ou encore une carence en vitamines et en minéraux (malnutrition par carence en micronutriments).
Excès pondéral et obésité chez l'enfant (moins de 5 ans)[2]	L'excès pondéral est caractérisé par un rapport poids/taille supérieur de deux écarts types ou plus à la valeur médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS; l'obésité est caractérisée par un rapport poids/taille supérieur de trois écarts types ou plus à la valeur médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS.
Carences en micronutriments[3]	Manque de vitamines, de minéraux et/ou d'oligo-éléments nécessaires en petites quantités qui sont essentiels pour le fonctionnement, la croissance et le métabolisme d'un organisme vivant. On les désigne également par l'expression «faim cachée» car elles peuvent être difficiles à déceler à l'apparence physique d'une personne (on peut souffrir de carences en micronutriments tout en ayant une taille et un poids normaux).
Excès pondéral et obésité[1]	Poids corporel rapporté à la taille supérieur à la normale résultant généralement d'une suralimentation. Chez l'adulte, l'excès pondéral est caractérisé par un indice de masse corporelle (IMC, obtenu en divisant le poids en kilogrammes par le carré de la taille en mètres) supérieur à 25 et inférieur à 30, et l'obésité, par un IMC égal ou supérieur à 30.
Maladie non transmissible[4]	État résultant d'un ensemble de facteurs génétiques, physiologiques, environnementaux et comportementaux. Les quatre principaux types de maladies non transmissibles sont les maladies cardio-vasculaires (crises cardiaques ou accidents vasculaires cérébraux), les cancers, les maladies respiratoires chroniques (comme la broncho-pneumopathie chronique obstructive ou l'asthme) et le diabète.
Système alimentaire[5][6]	Concept «descriptif» défini comme la somme des différents éléments et activités qui concourent à la production et à la consommation de nourriture, ainsi que de leurs interactions. Le système alimentaire produit des résultats en matière de sécurité alimentaire ainsi que toute une série de résultats d'ordre socio-économique et environnemental et

	repose sur trois éléments: les chaînes d’approvisionnement alimentaire, les environnements alimentaires et les comportements des consommateurs.
Chaîne d’approvisionnement alimentaire[6]	La chaîne d’approvisionnement alimentaire englobe toutes les activités qui vont de la production à la consommation, notamment la production, l’entreposage, la distribution, la transformation, le conditionnement, l’emballage, la vente au détail et la commercialisation.
Environnements alimentaires[6]	Contexte physique, économique, politique et socioculturel dans lequel chaque consommateur entre en contact avec le système alimentaire pour acquérir, préparer et consommer des aliments. Les principaux aspects de l’environnement alimentaire qui influencent les choix alimentaires, l’acceptabilité des aliments et les régimes alimentaires sont les suivants: l’accès physique et économique aux aliments (proximité et caractère abordable); les activités de promotion, de publicité et d’information portant sur les produits alimentaires; la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.
Comportement des consommateurs[6]	Le comportement des consommateurs reflète les choix que font ceux-ci, au niveau individuel ou au niveau du ménage, en ce qui concerne, d’une part, les aliments qu’ils souhaitent acquérir, stocker, préparer et consommer et, d’autre part, la répartition de ces aliments au sein du ménage (répartition entre les sexes et alimentation des enfants, par exemple).
Pertes et gaspillages de nourriture[7]	Les pertes de nourriture correspondent à la diminution de la quantité de nourriture ou de sa qualité résultant de décisions et de mesures prises par les fournisseurs de la chaîne d’approvisionnement alimentaire, à l’exception des détaillants, des services de restauration et des consommateurs. Les gaspillages de nourriture correspondent à la diminution de la quantité de nourriture ou de sa qualité résultant de décisions et de mesures prises par les détaillants, les services de restauration et les consommateurs.
Disponibilités alimentaires[1]	Quantité de nourriture matériellement disponible pour la consommation au cours d’une période de référence.
Accès à l’alimentation[1]	Réunion des conditions matérielles, économiques et sociales nécessaires pour qu’une personne ou un ménage ait accès aux aliments.
Caractère abordable des aliments[8]	Coût d’un produit alimentaire par rapport au coût d’autres denrées et/ou du revenu de la population.
Régime alimentaire sain [9]	Alimentation composée de denrées dont la quantité et la qualité sont suffisantes pour que tous les individus croissent et se développent de

	<p>façon optimale et pour garantir le bon fonctionnement de l'organisme et le bien-être physique, mental et social à tous les stades de la vie. Il contribue à protéger de la malnutrition sous toutes ses formes, y compris la dénutrition, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité, et des maladies non transmissibles, telles que le diabète, les pathologies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et le cancer. La composition exacte d'un régime alimentaire sain dépend de caractéristiques individuelles (âge, sexe, mode de vie et niveau d'activité physique, par exemple), du contexte culturel, des aliments disponibles localement et des traditions alimentaires. Un régime alimentaire sain est diversifié, équilibré et sans danger pour la santé et doit limiter l'apport en graisses saturées et en graisses trans, en sucres ajoutés et en sodium. Les pratiques alimentaires saines s'instaurent dès le plus jeune âge: l'allaitement au sein favorise une bonne croissance et améliore le développement cognitif; il est susceptible d'avoir des bienfaits à long terme sur la santé.</p>
--	---

[1] Glossaire de la CIN2, <http://www.fao.org/faoterm/collections/nutrition/fr/>.

[2] <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight>.

[3] <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=194>.

[4] <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight>.

[5] <http://www.fao.org/3/a-i3901f.pdf>.

[6] Rapport HLPE. 2017. <http://www.fao.org/3/I7846FR/i7846fr.pdf>.

[7] *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. 2019, <http://www.fao.org/3/ca6030fr/ca6030fr.pdf>.

[8] <http://www.fao.org/3/a-i6275e.pdf>.

[9] Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition (en cours d'élaboration)